

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Asie du Sud

Une publication du SER de New Delhi  
N°18 2024

## Faits saillants

- ❖ **Afghanistan** : Huit contrats miniers signés au cours des deux premiers mois de l'année budgétaire en cours ;
- ❖ **Bangladesh** : Fitch abaisse à nouveau la note de crédit du Bangladesh de « BB- » à « B+ » ;
- ❖ **Inde** : Révision à la hausse de la perspective de la notation souveraine de l'Inde ;
- ❖ **Népal** : Le projet de 16<sup>ème</sup> Plan périodique quinquennal en cours d'approbation finale ;
- ❖ **Pakistan** : Le rapatriement des bénéfices des investisseurs étrangers a atteint 887 M USD depuis juillet 2023 ;
- ❖ **Sri Lanka** : Plan de réforme des banques publiques ;

### À RETENIR

## Positive Outlook

L'agence S&P vient de réviser en hausse la perspective de notation de l'Inde, la faisant passer de stable à positive pour la 1<sup>ère</sup> fois depuis 2006. Cela augure une amélioration de la notation de l'Inde, BBB- depuis 2007.

# Afghanistan

## Huit contrats miniers signés au cours des deux premiers mois de l'année budgétaire en cours

Le ministère intérimaire des Mines et du Pétrole de l'administration talibane a annoncé la signature de contrats avec plusieurs entreprises nationales pour l'exploitation de deux grandes mines : la mine de rubis de Jegdalek à Kaboul et la mine de barytine à Hera. En outre, six petites mines ont également été attribuées. Ces petites mines comprennent deux mines de néphrite, deux mines de marbre, une mine de fluorine et une mine de plomb et de zinc.

Le porte-parole du ministère a précisé que les investissements dans ces deux grandes mines s'élèvent à environ 33 M USD, tandis que les contrats pour les six petites mines ont été attribués à des entreprises nationales par le biais d'appels d'offres ouverts. Les mines de néphrite et de marbre sont situées dans différentes provinces.

Par ailleurs, plusieurs experts insistent sur l'importance de transformer les minerais à l'intérieur du pays. Ils soutiennent que les revenus issus de l'exploitation minière devraient être investis dans les infrastructures nationales et contribuer à la création d'emplois. Selon eux, un plus grand nombre de mines devraient être exploitées et contractualisées, à condition que la capacité de traitement et de production soit disponible dans le pays.

Selon les statistiques du ministère, plus de 150 petites mines ont été attribuées à des entreprises nationales, tandis que 30 grandes mines ont été attribuées à des entreprises chinoises, iraniennes, turques, qataries, ainsi qu'à d'autres pays disposant de partenaires afghans.

# Bangladesh

## Fitch abaisse à nouveau la note de crédit du Bangladesh de « BB- » à « B+ »

Le 27 mai, l'agence de notation Fitch a réévalué à la baisse la capacité du Bangladesh de s'acquitter de ses obligations en matière de dette en devises étrangères, en faisant passer sa note de « BB- » à « B+ ». Cette révision s'explique par un affaiblissement durable des réserves de change du pays, alors que l'agence de notation estime que les récentes réformes annoncées par la Banque centrale ne suffiront pas à renverser cette tendance baissière. Depuis le début de l'année, les réserves ont chuté de 15% pour atteindre un niveau historiquement bas de 13,76 Mds USD en mai 2024.

La faible note du Bangladesh est aussi justifiée par l'instabilité du système bancaire et le faible ratio de recettes publiques par rapport au PIB, qui s'élève à 8,2%, un ratio nettement inférieur à la médiane de 19,5% pour les pays notés « B ».

Cependant, Fitch Ratings estime que les perspectives financières restent stables. Certains facteurs sont susceptibles d'atténuer le risque de refinancement extérieur, comme la mise en œuvre du programme FMI, le niveau modéré de dette publique, les perspectives favorables de croissance à moyen-terme, et la composition favorable des créanciers extérieurs (principalement des bailleurs internationaux comme la Banque mondiale et la Banque Asiatique de Développement).

## Le taux d'intérêt des obligations du Trésor a atteint son plus haut niveau depuis 15 ans

Le taux d'intérêt des obligations du Trésor échéant à vingt ans a atteint 12,75%, soit son plus haut niveau depuis 2009 et alors qu'il était encore proche de 8% il y a un an. Cette augmentation découle notamment du recours accru de l'Etat aux banques locales pour financer son déficit budgétaire, afin de limiter la création de monnaie dans un contexte de forte inflation. Le gouvernement a emprunté un total de 706 Mds BDT (5,5 Mds EUR) auprès des banques sur la période juillet-mai 2024.

En outre, la suppression du dispositif de corridor SMART (Six months Moving Average Rate of Treasury bills) a entraîné une hausse du taux d'intérêt des dépôts et des prêts, en réponse aux critères de conditionnalité de l'enveloppe de prêt de 4,7 Mds USD accordée par le FMI.

## Les dépenses de subvention en faveur de l'électricité et de l'alimentation devraient augmenter de 100 Mds BDT à près d'1 Md USD

Le gouvernement prévoit d'augmenter les dépenses de subvention d'environ 100 Mds BDT (85 M USD) pour les secteurs de l'électricité et de l'agriculture au cours de la prochaine année fiscale 2024/2025. Ces allocations, totalisant 1206 Mds BDT (1 Md USD), représenteraient 2,15% du PIB.

Cette augmentation vise à atténuer le prélèvement de pouvoir d'achat qui pèse sur les ménages, en limitant l'impact de la hausse des prix des denrées alimentaires et de l'énergie. La situation s'était dégradée après le début de la guerre russo-ukrainienne contribuant à la hausse du prix des intrants agricoles, des produits énergétiques et de l'affaiblissement du Taka par rapport au dollar. Le Bangladesh est en effet particulièrement dépendant des importations d'engrais et pesticides et d'énergie (charbon, GNL, pétrole notamment).

Pour l'année fiscale en cours, le budget prévu pour les subventions atteignait 1054 Mds BDT, dont 400 Mds BDT pour l'énergie, 250 Mds pour l'agriculture, 75 Mds pour la nourriture et 70 Mds pour l'importation de GNL.

## Deux projets de la Banque mondiale visant à soutenir les Rohingyas ont été approuvés pour un montant total de 700 M USD

Le 28 mai, le conseil d'administration de la Banque mondiale a validé deux projets visant à améliorer les conditions de vie et l'accès aux services pour les communautés d'accueil et les populations de Rohingyas. Au total, la composante de prêt des deux projets s'élève à 407,5 M USD et la composante don représente 292,5 M USD.

Un premier projet se concentre principalement sur la construction d'infrastructures de base liées à l'eau, l'assainissement et l'hygiène, ainsi que sur celle d'infrastructures résilientes aux effets du changement climatique. Le deuxième projet vise à stimuler les opportunités économiques dans le district de Chattogram, comprenant les camps de réfugiés, en mettant en place des programmes d'emploi et en renforçant l'accès à l'éducation pour les enfants ainsi qu'aux soins de santé pour les populations vulnérables.

# Inde

## Indicateurs macroéconomiques

### Révision à la hausse de la perspective de la notation souveraine de l'Inde

S&P Global Ratings a maintenu la notation souveraine de l'Inde à BBB- tout en révisant à la hausse sa perspective, de « stable » à « positive », et ce pour la première fois depuis avril 2006. À l'époque, l'Inde jouissait d'une notation inférieure, BB+, et le rehaussement de sa notation à BBB-est intervenu moins d'un an après, en janvier 2007. En septembre 2014, la perspective avait été révisée, de négative à stable, sans entraîner de modification de la notation de l'Inde, qui est restée la même depuis janvier 2007, soit BBB-.

La révision de la perspective, qui préfigure une amélioration de la notation souveraine d'ici 2026, se justifie par des fondamentaux macroéconomiques bien orientés, en particulier la qualité des dépenses publiques et la consolidation budgétaire à l'œuvre depuis 2022. L'agence anticipe une continuité dans la conduite des réformes et de la politique budgétaire, qui pourrait ainsi conduire à un rehaussement de la notation souveraine, à condition que l'Inde maintienne une politique budgétaire et monétaire prudente, afin notamment de réduire la dette publique. Ainsi, la SBI, première banque indienne, prévoit une amélioration de la notation souveraine de l'Inde d'ici l'exercice budgétaire 2026/2027.

S&P a également souligné que la structure des dépenses publiques a été transformée, avec une part croissante consacrée aux infrastructures, ce qui devrait alimenter la croissance. Selon l'agence, la stabilité institutionnelle, indépendante du résultat des élections, constitue également un terreau favorable à une croissance soutenue dans les années à venir. L'Etat fédéral poursuit un objectif de baisse de son déficit budgétaire, qu'il souhaite ramener à 5,1 % du PIB pour l'exercice fiscal 2024/2025, puis 4,5 % pour l'exercice suivant. S&P anticipe pour sa part un déficit ramené à 4,2 % d'ici 2027-28, et une dette réduite à 81,0 % sur cette période, contre 85,0 % en 2023-24.

Pour mémoire, en 2007, lorsque la notation de l'Inde avait été révisée en hausse de BB+ à BBB-, la dette publique de l'Inde s'inscrivait à quelque 75% du PIB et diminuait tendanciellement.

### Prévisions d'investissements publics en hausse pour 2024-25

L'Inde pourrait augmenter ses dépenses d'investissement pour 2024-25 de 8 à 10 % par rapport aux 11 110,0 Mds INR (133,4 Mds USD) alloués dans le budget provisoire, grâce à des recettes fiscales meilleures que prévu et à un transfert record de 2 100,0 Mds INR (25,2 Mds USD) de la RBI au gouvernement. La ministre des Finances, Nirmala Sitharaman, a présenté un budget intérimaire en février, en attendant l'annonce du budget complet prévue environ un mois après la formation du nouveau gouvernement suite aux élections.

Le gouvernement pourrait utiliser une partie du surplus pour augmenter les dépenses d'investissement cette année, afin de poursuivre sa stratégie de croissance par l'investissement public et soutenir ainsi l'investissement privé (effet d'entraînement). Pour rappel, les dépenses en capital avaient augmenté de 24% en 2022-23 et de 36 %

en 2023-24, avant de se réduire à 11% en 2024-25, en lien avec la trajectoire de consolidation budgétaire du gouvernement fédéral. Ce dernier souhaite ainsi réduire le déficit budgétaire de l'Etat central, de 0,7 % en 2024-25 par rapport à 2023-24, en le ramenant à 5,1 % du PIB.

Le chef économiste de la Bank of Baroda, Madan Sabnavis, a indiqué qu'une croissance de 20 à 25 % des dépenses en capital ne serait pas judicieuse, mais qu'une légère augmentation était appropriée. L'amélioration des recettes fiscales et la perspective d'un accroissement des dividendes versés par les entreprises du secteur public à leur actionnaire principal pourraient aider le gouvernement à gérer toute augmentation des dépenses de subvention et à maintenir la trajectoire de baisse du déficit public, notamment dans la perspective d'un rehaussement de la notation souveraine de l'Inde (cf. *supra*).

## Politique commerciale

### Hausse des exportations de biens manufacturés vers la Russie

Les sanctions commerciales appliquées à la Russie ont permis à l'Inde d'en faire son quatrième partenaire commercial et de diversifier son panier d'exportations. Avec une progression des exportations indiennes de 35%, ce sont notamment les machines électriques, les équipements mécaniques ainsi que le fer et l'acier qui ont enregistré une forte progression, de respectivement 187 % à 347,8 M USD, 103 % à 650,3 M USD et 77 % à 282,4 M USD. En parallèle, les pôles d'exportation historiques tels que les produits pharmaceutiques, le thé ou le café ont stagné.

Cet essor tient en particulier au gonflement de l'excédent structurel de la Russie avec l'Inde, induit notamment par l'essor de ses exportations d'hydrocarbures, dont l'Inde est l'un des principaux importateurs, concurremment avec la Chine. Il en résulte une accumulation d'encaisses en roupies dans les livres des banques russes, qui sont en l'état difficilement recyclables en dehors de l'Inde.

Malgré ce fort afflux vers la Russie, de nombreuses banques et acteurs du secteur privé restent prudents dans leur stratégie de développement des échanges avec la Russie, par crainte de sanctions occidentales. Les exportations de composants automobiles, bien qu'initialement en croissance, ont ainsi été freinées par l'exposition des entreprises indiennes aux acheteurs américains et aux grands constructeurs automobiles mondiaux.

## Maldives

### Hausse des chiffres de la dette

À la fin du premier trimestre 2024, la dette publique et garantie de l'État maldivien a atteint 8,19 Md USD, augmentant de 90,8 M USD par rapport à la fin de l'année dernière où elle était de 8,1 Md USD. Cette hausse est principalement due à l'augmentation de la dette intérieure, qui passe à 4,72 Md USD, tandis que la dette extérieure est restée stable à 2,47 Md USD. Sur la dette publique totale, la dette budgétaire du gouvernement central s'élève à 7,28 Md USD et la dette garantie par



l'État à 908,7 MUSD, cette dernière ayant diminué d'environ 11 MUSD au cours du premier trimestre. Le ratio de la dette par rapport au PIB était de 116 % à la fin de l'année dernière et a diminué de 6,4 % au premier trimestre, atteignant 110 %. Selon le rapport budgétaire annuel de 2024, la dette de l'État devrait augmenter à 8,50 Md USD d'ici la fin de l'année, soit 114 % du PIB. La Banque mondiale prévoit une croissance de 4,7 % de l'économie maldivienne en 2024, révisée à la baisse par rapport aux estimations précédentes, en raison d'une modération du rythme de croissance. La Banque mondiale a mis en garde contre les risques liés à l'augmentation de la dette publique et a souligné la nécessité urgente d'un programme d'ajustement fiscal complet.

## Népal

### Le projet de 16<sup>ème</sup> Plan périodique quinquennal en cours d'approbation finale

Le projet du 16<sup>ème</sup> Plan quinquennal (2024/25-2029/30) a été soumis au Conseil des ministres pour approbation finale. Ce plan, qui débutera l'année budgétaire prochaine, vise une croissance économique de 7,3 % et un revenu par habitant de 2 413 USD, bien au-delà des 3,9 % de croissance actuel prévu pour FY24 et des 1 456 USD de PIB/habitant actuels.

Parmi ses objectifs, le plan prévoit de réduire la pauvreté absolue à 20,3 %, de maintenir l'inflation à 5 %, et d'améliorer l'indice de développement humain du Népal de 0,601 à 0,650. L'espérance de vie passerait de 71,3 à 73 ans en cinq ans, et 90 % des familles auraient accès à un centre de santé à moins de trente minutes, contre 77 % actuellement. Le taux d'alphabétisation atteindrait 85 %, et le chômage serait réduit de 11,4 % à 5 %.

Le plan vise également à augmenter la production d'énergie hydroélectrique de 3 100 MW à 11 769 MW, à porter à 90 % de la population l'accès à Internet, et à garantir que 85 % des familles puissent avoir recours à des services financiers de base. D'autres objectifs incluent l'amélioration de l'indice de l'État de droit de 0,52 à 0,80, de l'indice de compétitivité globale de 52 à 65, de l'indice de sensibilisation à la corruption de 35 à 43 ; la création de 1,2 million d'emplois en un an ; et l'augmentation du salaire mensuel minimum à 25 000 roupies (188 USD), tout en portant le nombre de bénéficiaires de la sécurité sociale à 2 millions.

S'agissant des finances publiques, le plan prévoit d'augmenter le ratio recettes-PIB à 24 % et les dépenses fédérales à 32 % du PIB, tout en maintenant la dette publique en dessous de 45 % du PIB et en réduisant le déficit commercial à 24 % du PIB. Les envois de fonds devraient rester entre 22 et 24 % du PIB.

Il convient de souligner que les objectifs exposés dans le plan sont de nature ambitieuse et doivent être appréhendés à la lumière des réalités économiques du pays.

# Pakistan

## Le rapatriement des bénéfices des investisseurs étrangers a atteint 887 M USD depuis juillet 2023

Selon la Banque centrale (SBP-State Bank of Pakistan), au cours des dix premiers mois de l'année budgétaire 2023/2024, les entreprises multinationales et les investisseurs étrangers sur le marché boursier ont pu rapatrier 887,1 M USD de bénéfices, ce qui représente une augmentation de 250% par rapport à la période correspondante de 2022/2023. En avril, les multinationales opérant au Pakistan et les investisseurs étrangers sur le marché boursier ont ainsi procédé à des transferts de 56,6 M USD vers leur pays d'origine, au titre des profits et des dividendes perçus, les transferts diminuant régulièrement depuis trois mois.

Le rapatriement des seuls bénéfices des investissements directs étrangers a atteint 811,6 M USD au cours des dix premiers mois de l'année 2023/2024 contre 207,9 M USD au cours de la même période de l'année budgétaire précédente. Depuis janvier 2024, la SBP a autorisé certaines sociétés multinationales à rapatrier leurs fonds, mais les obstacles au rapatriement n'ont pas tous été levés.

## La préparation du budget prend du retard et le Président du parti au pouvoir (la PML-N) s'impose dans le processus de décision budgétaire

Il a tout d'abord été annoncé le report de l'approbation du budget par le Premier ministre (qui précède la présentation du budget au parlement), d'au moins une semaine en raison du déplacement en Chine du Premier ministre Shehbaz Sharif du 4 au 8 juin.

M. Nawaz Sharif, frère du précédent et président historique de la Ligue musulmane du Pakistan (Nawaz -PML-N, redevenu Président du parti il y a peu) et son équipe ont fait savoir qu'ils s'étaient imposés dans le processus budgétaire. A ce stade, ils n'ont donné leur blanc-seing ni en ce qui concerne les objectifs macroéconomiques du projet de budget présentés par le ministre des Finances, ni sur la mise en place d'un système de retraite indépendant du budget, ni sur la manière dont le ministre des Finances entendait gérer le Programme de développement du secteur public (PSDP).

## Le ministre des Finances indique que le PSDP pourrait être accompagné de financements issus du partenariat public privé

Les ministères ont fait remonter au ministère des Finances une demande budgétaire au titre du PSDP, à hauteur de 2 900 Mds USD milliards de roupies (10 Mds USD). Selon le quotidien International News, le ministère des Finances envisagerait un PSDP compris entre 1 000 Mds PKR et 1200 Mds PKR et qui serait accompagné de 2 000 Mds PKR, provenant de ressources non-gouvernementales dans le cadre d'un partenariat public-privé (PPP), qui seront ajoutées au cours des projets de développement d'infrastructures.

## L'abandon du volet provincial du PSDP est en discussion

Le Premier ministre Shehbaz Sharif est sur le point d'approuver le 13<sup>ème</sup> Plan quinquennal qui sera présenté début juin 2024. Selon la presse, le ministre des Finances voudrait amener le Premier ministre à approuver l'abandon des projets de développement (PSDP) provinciaux dans le cadre de l'exercice budgétaire 2024-2025 actuellement en discussion.

## Le porte-parole de l'association des agriculteurs du Pakistan considère que l'administration fiscale n'est pas techniquement prête à une forte augmentation des prélèvements fiscaux d'origine agricole

Lors d'une séance consultative pré-budgétaire, M. Afaq Tiwana a déclaré que le FBR (administration fiscale) est confronté à un secteur informel extrêmement important dans le secteur. Par ailleurs, en ce qui concerne la partie du secteur agricole identifiée par l'administration fiscale, la documentation insuffisante en matière de chaînes de valeur ne permettrait pas au FBR de faire à ce stade un calcul précis de la valeur ajoutée. Dans ce contexte de manque d'information économique adéquate sur l'agriculture, M. Afaq Tiwana considère que l'administration fiscale devra lui préférer une approche pragmatique et progressive.

## British-American Tobacco (BAT) menace de se retirer si la nouvelle loi de finances devait mettre en place une nouvelle hausse des droits d'accise sur les cigarettes

Le directeur régional de British-American Tobacco (BAT) pour le Moyen-Orient a rencontré le Premier ministre puis le lieutenant-général Sarfraz Hussain qui est à la tête de l'organe civilo-militaire SIFC (Conseil spécial de facilitation des investissements) pour leur demander de ne pas augmenter les droits d'accise sur le tabac dans la loi de finances en préparation. Il a indiqué que l'augmentation de 73 %, depuis l'année budgétaire 2022/2023, des droits d'accise fédérales sur le tabac, avait provoqué une chute de 25% des ventes du réseau de distribution formelle de cigarettes (et de 38% des ventes des cigarettes du groupe BAT) au profit de la distribution illicite de cigarettes de contrebande qui représenterait désormais 58% du marché pakistanais. Sur les 80 milliards de cigarettes vendues en 2023/2024 BAT estime que 46 milliards de cigarettes sont vendues sans droits d'accise.

# Sri Lanka

## Maintien des taux directeurs

Le 27 mai 2024, le Conseil de politique monétaire de la Banque centrale du Sri Lanka a décidé de maintenir les taux de la facilité de dépôt permanent (8,50 %) et le taux de facilité de prêt permanent (9,50 %). Cette décision vise à maintenir l'inflation autour de 5 % à moyen terme tout en soutenant l'économie. L'inflation annuelle a légèrement augmenté passant de 0,9% en mars à 1,5 % en avril 2024. En glissement mensuel, les prix des produits alimentaires et non-alimentaires ont diminué. Les révisions à la baisse



des prix de l'électricité, du carburant et du gaz de pétrole liquéfié, ainsi que la baisse des prix alimentaires, ont contribué à une inflation faible. Les taux d'intérêt du marché ont baissé en réponse aux mesures de politique monétaire, mais les taux d'intérêt des prêts restent élevés. Une nouvelle réduction des taux des prêts est jugée nécessaire pour stimuler le crédit au secteur privé et soutenir la reprise économique. La Banque centrale, dont l'indépendance a été renforcée dans le cadre du programme FMI continuera de surveiller les données et prendra des mesures appropriées pour maintenir la stabilité des prix et soutenir l'économie.

## Discussions avec l'Inde sur l'exploitation du graphite

Le Geological Survey and Mines Bureau (GSMB) a annoncé être en discussion avec l'Inde pour obtenir une aide technique au développement du secteur du graphite à Sri Lanka. Ce minerai constitue le principal composant des anodes de batteries de véhicules électriques. Or, la chaîne de valeur des anodes est marquée par la prédominance de la Chine, qui détient 65% des parts de marché dans ce secteur. C'est pourquoi des intérêts croissants se manifestent pour les réserves sri lankaises de graphite, qui se distinguent par leur pureté. Une pureté plus élevée permet en effet de réduire les coûts de transformation du minerai en vue de la production de cellules de batterie. Pour l'instant peu exploités (seulement deux mines exportatrices à l'heure actuelle), ces gisements ont donc un potentiel stratégique pour les partenaires occidentaux de Sri Lanka. Ces derniers cherchent activement à développer une offre de graphite non-chinoise qui puisse leur servir dans la production de véhicules électriques pour les années à venir.

## Plan de réforme des banques publiques

Le ministère des Finances sri lankais a publié le 27 mai son plan de réforme des banques à capitaux publics (*State-Owned Banks (SOBs)*). Le texte concerne plus particulièrement les deux principales banques commerciales détenues par l'Etat, à savoir Bank of Ceylon et People's Bank. Ces dernières, initialement créées afin de favoriser l'inclusion financière et l'accès des ménages aux prêts, ont été gravement touchées par la crise économique de 2022 après avoir servi notamment à financer le déficit des entreprises publiques. Elles bénéficieront des fonds alloués à la recapitalisation externe des banques, qui s'élèvent à 450 Mds LKR soit 1,49 Md USD dans le cadre du budget 2024. En aval de la recapitalisation, les SOBs seront soumises à deux grandes séries de réglementations nouvelles, concernant leurs fonds propres et leur gouvernance. D'une part, l'Etat s'engage à permettre à Bank of Ceylon et People's Bank de respecter les ratios prudentiels (et notamment d'adéquation de fonds propres) de la Banque centrale sur deux années pleines consécutives. À cette fin, il a annoncé qu'il recourrait éventuellement à l'allocation de fonds budgétaires supplémentaires ou bien à des augmentations de capital, par émission d'actions en faveur d'institutions financières ou d'organismes de développement. D'autre part, le gouvernement a annoncé la création d'une unité spécialisée dans la gestion des SOBs, et d'une nouvelle procédure de recrutement de leurs directeurs. Ce plan constitue donc une étape importante de l'assainissement du secteur financier et des comptes publics à Sri Lanka.

## Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
<b>Inde</b>	Baa3	Stable	BBB-	Positive	BBB-	Stable	C	A4
<b>Bangladesh</b>	B1	Stable	BB-	Négative	BB+	Négative	C	C
<b>Pakistan</b>	Caa3	Stable	CCC+	Stable	CCC-	Négative	D	C
<b>Sri Lanka</b>	Ca	Stable	SD	Négative	RD	-	D	B
<b>Maldives</b>	Caa1	Stable	-	-	B-	Stable	C	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional de New Delhi

[david.karmouni@dgtresor.gouv.fr](mailto:david.karmouni@dgtresor.gouv.fr)

Rédaction : SER de New Delhi, SE d'Islamabad, SE de Colombo, SE de Dhaka, et Antenne de Bombay

Abonnez-vous : [david.karmouni@dgtresor.gouv.fr](mailto:david.karmouni@dgtresor.gouv.fr)